

# M. Olivier Dord

## Fonction

Professeur agrégé de droit public Membre du CRDP (Centre de Recherche sur le Droit Public) EA n°381.

Mail

[olivier.dord@u-paris10.fr](mailto:olivier.dord@u-paris10.fr)

Structure(s)

[UFR de Droit et Science Politique \(DSP\)](#)

## Disciplines enseignées

Contentieux constitutionnel (M1)

Droit de la fonction publique (M1 et M2)

Déontologie des fonctions publiques (M1)

## Thèmes de recherche

Droit constitutionnel

Droit des fonctions publiques

Déontologie publique

## Curriculum Vitae

### Carrière professionnelle:

- Professeur agrégé de droit public à l'Université Paris Nanterre (depuis 2003)  
  Directeur du master Droit public général (2006-2016)
- Professeur agrégé de droit public à l'Université Picardie-Jules Verne (1998-2003)  
  Directeur de l'Ipag d'Amiens (1999-2001)
- Maître de conférences à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas (1996-1998)
- ATER en droit public à l'Université Paris Nanterre-Nanterre (1994-1996)

Mises à disposition :

- Conseiller scientifique auprès du Directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (2008-2016)
- Chargé des fonctions de maître des requêtes au Conseil d'État affecté à la section du contentieux, à la section des travaux publics et à la section du rapport et des études (2001-2003)
- Membre du jury du Prix de thèse de l'Assemblée nationale (depuis 2008)
- Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2012)
- Membre du jury du concours interne d'agrégation de droit public (2009/2010)

**Formation** (passim) :

- Agrégé en droit public (1998, concours externe présidé par le Doyen Louis Favoreu)
- Docteur en droit (1996, Université Paris Nanterre-Nanterre, thèse sous la direction du Pr. Guy Carcassonne)
- Lauréat de l'I.E.P. de Paris (1990, section Service public)

# Corps

PROFESSEUR DES UNIVERSITES

## Informations complémentaires

### Ouvrages personnels :

-*Droit de la fonction publique*, PUF, Thémis-Droit, 3e éd., 2017, 388 p.

-*Laïcité : le modèle français sous influence européenne*, Fondation Robert Schuman éditions, Note n°24, 2004.

### Participation à des ouvrages collectifs :

- "Fiche 12. Autorités de régulation & encadrement constitutionnel : le point de vue de la doctrine" in, M. Bazex et alii, *Dictionnaire des régulations*, Lexis-Nexis, 2016, pp. 121-128.

- "Notice n°7-Les juridictions administratives" et "Notice n°16-Le procès administratif", in Th. Renoux (dir.), *La Justice en France*, La documentation Française, Les Notices, 2013, pp. 103-120 et pp. 237-250

- "Regard sur un demi-siècle d'eupéanisation de la Constitution de la Ve République", in AFDC, *1958-2008 : 50e anniversaire de la Constitution française*, Dalloz, 2008, pp. 703-713.

- "Le Conseil constitutionnel et son environnement juridictionnel", in M. Verpeaux et M. Bonnard, *Le Conseil constitutionnel*, La documentation Française, 2007, pp. 127-147.

### Notes et articles (passim) :

- "L'actualisation des règles de l'élection présidentielle devant le Conseil constitutionnel : entre interrogation de principe et contrainte procédurale (Cons. const., déc du 21 avril 2016, n°s 2016-729 DC et 2016-730 DC)", *Lexbase Hebdo édition publique* n°419 du 9 juin 2016, pp. 33-37.

- "Loi du 20 avril 2016, relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires : encore un texte portant diverses dispositions relatives à la fonction publique", *Lexbase Hebdo édition publique* n°414 du 5 mai 2016, pp. 31-36.

- "Le Conseil d'Etat conforte les mesures d'ordre intérieur en droit de la fonction publique en considérant uniquement leurs effets sur la situation des agents publics (CE Sect., 25 sept. 2015, n°372 624)", *Lexbase Hebdo édition publique* n°391 du 22 octobre 2015, pp. 25-28.

- "La QPC et le Parlement : une bienveillance réciproque", *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* n°38, *Le Conseil constitutionnel et le Parlement*, Dalloz, 2013, pp. 23-36.

- "Les prémices d'une culture de déontologie : aperçu général sur le premier rapport du déontologie de l'Assemblée nationale", *JCP G* 2012, n°13, actu. 347.

- "Le Défenseur des droits ou la garantie rationalisée des droits et libertés", *AJDA* 17/2011, pp. 958-963.

- "Réforme du statut des enseignants-chercheurs : universités vs universitaires ? ", *AJDA* 6/2010, pp. 323-328.